



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**EDITION SPECIALE**  
**n° 36 du 2 octobre 2008**

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 3 octobre 2008

SOMMAIRE
----------

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	633
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>633</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>633</b>
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières.....	633
Arrêté n° 08.BMSSE.66 du 1 <sup>er</sup> octobre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.....	633
Arrêté de délégation de signature n° OSD 0809 du 1 <sup>er</sup> octobre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.....	633
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>634</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>634</b>
Arrêté interdépartemental du 30 septembre 2008 portant réglementation de la circulation des poids lourds sur les routes nationales 59 et 159, notamment dans le massif vosgien .....	634

---

---

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction du développement durable et des politiques interministérielles***Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières***Arrêté n° 08.BMSSE.66 du 1<sup>er</sup> octobre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du Président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des Préfets de région et à la délégation de signature des Préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel en date du 23 septembre 2008 portant nomination de Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

VU la circulaire n°00159 du Ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des Préfets ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Délégation est donnée à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008, à l'effet de signer, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux et décisions d'agrément, les décisions, conventions, états liquidatifs des dépenses et recettes, attestations, visas, récépissés, autorisations, diplômes, et de manière générale, tous actes d'instruction et toutes correspondances courantes relevant de la compétence des services départementaux déconcentrés du Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, telles qu'elles sont définies par le décret N° 77-1288 du 24 novembre 1977 portant organisation des Services extérieurs du travail et de l'emploi (J.O. du 26 novembre 1977) modifié par le décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 (J.O. du 30 décembre 1994), notamment les compétences régies par les textes du Code du travail ci-après :

- Troisième partie :

- Livre premier : durée du travail, repos et congés

- Cinquième partie : l'emploi

- Livre premier : les dispositifs en faveur de l'emploi
- Livre deuxième : dispositions applicables à certaines catégories de travailleurs (travailleurs handicapés, travailleurs étrangers)
- Livre quatrième : le demandeur d'emploi

- Sixième partie : la formation professionnelle tout au long de la vie

- Livre deuxième : l'apprentissage
- Livre troisième : la formation professionnelle continue
- Livre quatrième : validation des acquis de l'expérience

- L'agrément des maîtres d'apprentissage du secteur public.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret N° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

**Art. 2** : Délégation de signature est par ailleurs donnée à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et pièces relatifs aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels elle a reçu délégation.

**Art. 3** : Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

**Art. 4** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la Présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2°) aux Ministres,
  - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au Préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5°) au Président du Conseil Général,
  - 6°) au Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

**Art. 5** : L'arrêté n°08.BMSSE.14 du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE est abrogé.

**Art. 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des

actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Arrêté de délégation de signature n° OSD 0809 du 1<sup>er</sup> octobre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

VU le décret du Président de la République en conseil des Ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 23 septembre 2008 portant nomination de Monsieur Patrick VET en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

VU le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture.

**ARRETE****DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur les budgets Economie, Industrie et Emploi (Code 36) et Travail, Relations sociales, Famille et solidarité (057) au titre des programmes suivants :

- Programme 102 (Chapitre 0102) Accès et retour à l'emploi
- Programme 103 (Chapitre 0103) Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- Programme 111 (Chapitre 0111) Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- Programme 155 (Chapitre 0155) Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

**Art. 2** : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

**Art. 3** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**Art. 4** : Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**Art. 5** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE EXERÇANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS**

**Art. 6** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est

inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

**Art. 7 :** Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

**Art. 8 :** Délégation de signature est également accordée à Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**Art. 9 :** Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**Art. 10 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**Art. 11 :** Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés en place qui relèvent de ma compétence.

**Art. 12 :** L'arrêté OSD 0802 du 28 mai 2008 portant même objet est abrogé.

**Art. 13 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle, et le Trésorier-Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 1<sup>er</sup> octobre 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### Direction départementale de l'équipement

**Arrêté interdépartemental du 30 septembre 2008 portant réglementation de la circulation des poids lourds sur les routes nationales 59 et 159, notamment dans le massif vosgien**

Le préfet des Vosges

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de région Alsace,  
préfet du Bas-Rhin

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat  
dans le département du Haut-Rhin

VU le Code de la Route ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 07 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU les arrêtés interpréfectoraux et interdépartementaux de restriction de circulation des poids lourds dans les cols vosgiens pris au cours de l'année 2000 à la suite de la fermeture du tunnel Maurice Lemaire ;

VU l'arrêté du Préfet des Vosges portant réglementation de la circulation routière sur le domaine concédé à la société APRR pour l'exploitation du tunnel Maurice Lemaire (RN 59 et RN 159) ;

Considérant l'efficacité, selon les objectifs de tranquillité publique, de sécurité routière, de préservation de l'environnement et de fonctionnement de l'économie locale, du dispositif réglementant la circulation des poids lourds dans le massif vosgien, mis en place en 2000 lors de l'interdiction du tunnel Maurice Lemaire aux véhicules lourds,

Considérant la qualité du massif vosgien, illustrée notamment par le Parc Régional Naturel des Ballons des Vosges, et l'enjeu prioritaire, dans un contexte de développement durable, d'en préserver tous les atouts, Considérant la réouverture à la circulation du tunnel Maurice Lemaire, Considérant ainsi, qu'il y a lieu de mettre en place dans le massif vosgien, un dispositif particulier de régulation du trafic des poids lourds, permettant de pérenniser et de renforcer les bénéfices acquis par la réglementation précédente,

Sur proposition des directeurs départementaux de l'Equipement de Meurthe et Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,

### ARRETEMENT

**Art. 1<sup>er</sup> :** La circulation des véhicules affectés au transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge dépasse 3,5 tonnes ou dont le poids total roulant du véhicule ou de l'ensemble de véhicules couplés excède 3,5 tonnes est interdite sur la RN 59 et la RN 159 sur la section de route indiquée ci-dessous :

- depuis l'intersection avec la RN 333 sur la commune de Moncel-lès-Lunéville (département de Meurthe et Moselle) jusqu'à l'intersection avec l'A35 sur la commune de Châtenois (Bas-Rhin),

dès lors que les véhicules considérés n'effectuent pas un chargement ou un déchargement en Lorraine ou en Alsace, ou que le siège de l'entreprise ou le domicile du conducteur n'est pas situé en Lorraine ou en Alsace.

Cette interdiction ne s'applique, cependant, pas aux véhicules de secours, aux engins agricoles, aux véhicules de salubrité publique ou d'entretien de la voirie et aux transports exceptionnels.

**Art. 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (4<sup>ème</sup> partie) sera mise en place par la direction interdépartementale des routes de l'Est.

**Art. 3 :** Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Art. 4 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet lorsque les deux conditions suivantes seront réunies : la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus et la réouverture à la circulation du tunnel Maurice Lemaire.

Dans l'attente, le dispositif de réglementation de la circulation des poids lourds mis en place en 2000 dans le cadre de la fermeture du tunnel Maurice Lemaire reste applicable pour la section routière susvisée.

**Art. 5 :** Sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-dessus, sont abrogées toutes dispositions antérieures relatives aux restrictions de circulation arrêtées sur le massif vosgien depuis l'an 2000 à la suite de la fermeture du tunnel Maurice Lemaire à la circulation des véhicules lourds, et se rapportant à la section routière visée à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 6 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté Mesdames et Messieurs

- le Préfet de la Zone de Défense Est,
- les Secrétaires Généraux des Préfectures de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,
- le Directeur de la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est,
- les Directeurs Départementaux de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,
- les Commandants de la CRS 37 à Strasbourg et de la CRS 38 à Illzach-Modenheim,
- les Colonels commandant des Groupements de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,
- les Directeurs Régionaux de l'Equipement de la Lorraine et de l'Alsace,
- les Directeurs Départementaux de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

dont copie sera adressée à Mesdames et Messieurs

- les Préfets des Départements de Meurthe et Moselle, des Vosges et du Bas-Rhin,
- les Sous-Préfets des arrondissements de Molsheim, Sélestat, Lunéville, Ribeauvillé, Colmar, Mulhouse, Altkirch, Guebwiller, Thann, Neufchâteau et Saint-Dié des Vosges,
- les Présidents des Conseils Généraux de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,
- le Directeur Régional de Autoroutes Paris Rhin Rhône,
- le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est de Metz,
- les Délégués Militaires Départementaux de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,
- le Président de l'Union Régionale des Transports Routiers de Lorraine,
- le Président de l'Union Régionale des Transports d'Alsace,
- le Président de l'Union Nationale des syndicats de transports section Est,
- le Président de Transports et Logistique de France,
- les Présidents de la Fédération Régionale des Travaux Publics d'Alsace et de Lorraine,
- les Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin,
- les Maires des communes de Lorraine et d'Alsace.

**Art. 7 :** Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures des départements de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Il sera publié et affiché en Mairie des communes de Lorraine et d'Alsace.

Epinal, le 30 septembre 2008

Le préfet des Vosges,  
Albert DUPUY

Nancy, le 30 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

Strasbourg, le 30 septembre 2008

Le préfet de région Alsace,  
préfet du Bas-Rhin,  
Jean-Marc REBIERE

Colmar, le 30 septembre 2008

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat  
dans le département du Haut-Rhin,  
Stéphane GUYON

